



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

RECUEIL SPECIAL n°18 du 04 mars 2019

Le Recueil des Actes Administratifs sous sa forme intégrale est consultable en Préfecture, dans les Sous-Préfectures, ainsi que sur le site Internet de la Préfecture (www.pas-de-calais.gouv.fr)

PRÉFECTURE DU PAS-DE-CALAIS.....3

Cabinet.....3

- Arrêté en date du 4 mars 2019 portant réglementation de la circulation et stockage des véhicules dont le P.T.A.C .est supérieur à 7,5 tonnes sur l'axe : Autoroute A16 – entre PK 92 et PK 97 sens Dunkerque - Calais.....3

PRÉFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

CABINET

- Arrêté en date du 4 mars 2019 portant réglementation de la circulation et stockage des véhicules dont le P.T.A.C .est supérieur à 7,5 tonnes sur l'axe : Autoroute A16 – entre PK 92 et PK 97 sens Dunkerque - Calais



PRÉFET DU PAS-DE-CALAIS

ARRÊTÉ PORTANT RÉGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET STOCKAGE DES VÉHICULES DONT LE P.T.A.C. EST SUPÉRIEUR À 7,5 TONNES

sur l'Axe :
Autoroute A16 – Entre PK 92 et PK 97 sens Dunkerque - Calais

Le Préfet du Pas-de-Calais,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L3221-5 ;
- Vu le Code de la Défense ;
- Vu le Code de la Route, notamment ses articles R.411-5, R.411-8 et R.411-18 ;
- Vu le Code de la Sécurité Intérieure ;
- Vu le Code de la Voirie Routière ;
- Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, notamment son article 34 ;
- Vu la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 modifiée de modernisation de la sécurité civile ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu le décret n° 2004-809 du 1^{er} août 2004 dite loi relative aux libertés et responsabilités locales ;
- Vu le décret n° 2006-304 du 16 mars 2006 portant création des Directions Interdépartementales des Routes ;
- Vu le décret du 16 février 2017 portant nomination de Monsieur Fabien SUDRY, Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;
- Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 modifié relatif à la signalisation des routes et autoroutes ;
- Vu l'arrêté interministériel du 10 janvier 1974 modifié relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de matières dangereuses ;
- Vu l'arrêté du Préfet de Zone Nord du 30 janvier 2006 instituant le plan intempérie de la zone (PIZ) ;
- Vu l'arrêté du 29 mai 2009 modifié relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (dit « arrêté TMD ») ;
- Vu l'arrêté interministériel du 02 mars 2015 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes, notamment son article 5 ;
- Vu l'arrêté zonal portant réglementation de la circulation routière du 04 mars 2019 ¶

Considérant les difficultés de circulation en cours liées au mouvement social du service des douanes dans le département du Pas-de-Calais et les perturbations qui peuvent en découler notamment sur les plateformes Transmanche (Port et Get-link) et la nécessité d'assurer la sécurité de la circulation routière dans l'intérêt de l'ordre public.

Sur proposition de Monsieur le Sous-Préfet, Directeur de cabinet du Préfet du Pas-de-Calais
Alain BESSAHA

ARRÊTE

ARTICLE 1

Un dispositif de stockage des véhicules de transport de marchandises dont le P.T.A.C. est supérieur à 7,5 tonnes est mis en place dans le département du Pas-de-Calais et sera activé en tant que de besoin :

- sur l'Autoroute A16 dans le sens Dunkerque-Calais entre le P.R. 92 + 000 et le P.R. 97 + 000 sur une voie de circulation à compter de ce jour à 12 heures 15.

ARTICLE 2

En cas d'activation des mesures prévues à l'article 1^{er}, les véhicules visés par cet arrêté devront se conformer aux instructions données par les services de sécurité.

Cette interdiction de circulation ne s'applique pas aux véhicules et engins de secours et d'intervention.

ARTICLE 3

La réglementation de la circulation mentionnée à l'article 1^{er} n'est pas applicable :

- aux véhicules habilités des services publics ;
- aux engins de secours et d'intervention ;
- aux véhicules des gestionnaires du réseau routier ;
- aux véhicules de livraison de salage des routes ;
- aux véhicules des entreprises travaillant pour le compte des gestionnaires du réseau routier ;
- aux véhicules de dépannage et de remorquage agréés sur le réseau routier ;
- aux convois de poids lourds escortés par les forces de l'ordre.

Par ailleurs, les véhicules de transports de voyageurs et d'animaux vivants peuvent faire l'objet de règles particulières définies au cas par cas.

ARTICLE 4

Ces restrictions de circulation pourront être levées ou reconduites en fonction des conditions de circulation sur décision préfectorale.

ARTICLE 5

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6

Aucune déviation n'est mis en place.

ARTICLE 7

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais,
- Monsieur le Sous-Préfet de Permanence,
- Madame, Messieurs les Sous-Préfets d'arrondissement,
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Pas-de-Calais,
- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie Départementale du Pas-de-Calais,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Pas-de-Calais,
- Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Nord,
- Monsieur le Directeur de la SANEF,
- Monsieur le Président du Conseil Départemental du Pas-de-Calais,
- Monsieur le Directeur Zonal Nord des CRS à Lambersart,
sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 8

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Pas-de-Calais et copie en sera adressée aux services visés à l'article 7, au PC zonal de circulation routière, ainsi qu'à M. Le Préfet de la Zone de Défense Nord.

Fait à Arras, le 4 mars 2019

Le Préfet



Fabien Sudry

Voies et délai de recours : Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à 421-5 du Code de Justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens " accessible par le site Internet www.telerecours.fr